

LES VERTUS DU TEXTILE CHINOIS



Par **Philippe De Donder**, chercheur à l'institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

Sus à l'envahisseur ! Face à l'afflux de textile bon marché en provenance de Chine depuis le 1^{er} janvier, les Etats-Unis et l'Union européenne ont décidé de rétablir des barrières au commerce international dans ce secteur. Ce déferlement était pourtant prévisible. Il y a dix ans déjà que, dans le cadre des négociations commerciales de l'Uruguay Round, pays développés et pays en développement s'étaient accordés sur la suppression, à l'horizon 2005, des restrictions à l'exportation dans le textile. Qu'importe :

sous la pression de leurs industriels, les gouvernements occidentaux cèdent à la tentation du protectionnisme.

Pourtant, si les perdants du boom textile chinois sont quelques centaines de milliers, les gagnants se comptent en centaines de millions : les Chinois eux-mêmes, mais aussi les Européens et les Américains. N'oubliez pas les consommateurs ! La baisse des prix des textiles leur permet de dépenser moins pour s'habiller, ce qui libère du pouvoir d'achat pour d'autres dépenses.

Quant aux Chinois, les exportations de textile leur fournissent les devises indispensables à l'importation de

biens d'équipement qui leur permettront d'augmenter leur productivité, et donc leur richesse. Le Premier ministre français est ainsi parti leur vendre au mois de juin des Airbus, la semaine même où son gouvernement pressait Bruxelles d'endiguer leurs exportations de textile ! Comment les Chinois pourraient-ils régler leurs achats d'Airbus si on les empêche d'acquérir des devises en exportant leurs produits ?

Il est vrai que les travailleurs chinois sont sous-payés, selon nos normes occidentales. Mais leur productivité est également faible au regard de la nôtre. Et leurs salaires connaissent des taux de croissance annuels à deux chiffres dans les provinces côtières du pays.

Enfin, au-delà des indicateurs monétaires, il faut savoir qu'en 1960 l'espérance de vie moyenne d'un Chinois était de 36 ans. Elle dépasse aujourd'hui 70 ans. Songez à ce que pourra nous acheter un consommateur chinois enrichi et vivant deux fois plus longtemps, avec les devises procurées par les produits exportés qui auront fait le bonheur des consommateurs européens !

“Songez à ce que pourra nous acheter un consommateur chinois enrichi et vivant deux fois plus longtemps !”

Confiance : le contrat rompu

Les acteurs politiques et économiques s'interrogent sur l'état de défiance dans le pays. Le rejet du traité constitutionnel, la défaite de Paris pour les jeux Olympiques de 2012 auront ancré l'idée de déclin national.

Tous les indicateurs sont effectivement au rouge. En matière de confiance, les Français sont en queue du peloton européen. Parmi les salariés, le mécontentement le dispute à l'inquiétude. Les classes moyennes se sentent délaissées. L'épargne de précaution et la conservation sociale l'emportent. La consommation des ménages est en berne, comme l'investissement.

Politiquement, l'état de la gauche empêche le mécontentement d'être converti en perspective politique. Cela rend imprévisible la conflictualité sociale.

Dominique de Villepin connaît la situation inédite de devoir non pas maintenir la confiance, mais la conquérir. Il s'est mis sous la contrainte d'y parvenir en cent jours. Le pays peut-il répondre à l'appel ?

Sur le diagnostic même, ce qui frappe, c'est le divorce entre les Français et les élites économiques et politiques. Chacun reproche à l'autre de ne pas

être à la hauteur des défis. Les élites réclament la confiance alors que les Français leur disent « Ne nous mésestimez pas ».

Quels sont donc les principaux malentendus révélés par les enquêtes ?

- L'Europe : le pays n'est pas contre, mais il refuse son instrumentalisation, qui fait de Bruxelles non le prolongement des peuples, mais une justification des gouvernants pour s'exonérer de leurs responsabilités.

- L'entreprise : les salariés l'aiment. Elle incarne un collectif de travail permettant de se projeter dans le moyen et le long terme. Mais ils redoutent les logiques financières de court terme. Ils aiment les managers et les petits patrons mais rejettent le pouvoir des actionnaires et se défient du Medef.

- L'assurance-maladie : les assurés sont favorables à la réforme s'il s'agit de moderniser le système, mais ils refusent l'érosion de la solidarité nationale.

- Politique : les Français ne rejettent pas les politiques, ils leur demandent au contraire de retrouver une position centrale. Ils veulent que leurs élus aient du pouvoir et rendent des comptes, pas qu'ils soient des privilégiés s'exonérant de leurs responsabilités.

Restaurer la confiance, c'est établir un contrat, avec des garants et des responsables. C'est ce que les citoyens attendent des politiques pour leur accorder leur confiance.



Par **Stéphane Rozès**, directeur du département opinion de CSA.